

Cahier PDF des Repères pour l'Avenir

<http://athois-la-terre.jimdo.com/>

N°11 – Mai 2008

Le pari de la décroissance



REPERES
POUR L'AVENIR
Lundi 19 mai, 20h
*Le Pari de la
décroissance*
**Serge
Latouche**

Maison **culturelle** d'Ath  **le courrier**

Maison Culturelle d'Ath
Le Palace - Ath - www.ath.be/mca - 068/ 26 99 89

Mille mercis aux penseurs et scientifiques qui nous ont donné l'autorisation de publier leurs propos tenus à la tribune des grandes conférences athoises *Repères pour l'Avenir*.

Comme rapporteur, j'assume l'entière responsabilité des possibles imperfections de retranscription, de toilettage et d'élagage de leurs propos que la mise en forme écrite demandait. L'essentiel des présentations des conférences et des bibliographies, ainsi que la plupart des sous-titres des rapports des exposés, sont également de ma responsabilité.

Walter De Kuysche

Le pari de la décroissance

A. Présentation.....	3
B. Rapport de la conférence de Serge Latouche du 19 mai 2008.....	5
C. Débat avec le public	20
D. Bibliographie.....	32

Le pari de la décroissance

A. Présentation

Economiste et philosophe, Serge Latouche est professeur émérite à l'université de Paris Sud, président d'honneur de l'association *La ligne d'horizon* et collaborateur au *Monde diplomatique*. Spécialiste des rapports économiques Nord-Sud et de l'épistémologie des sciences sociales, il est également l'un des mentors du mouvement de la décroissance. Monsieur Latouche est l'un des défenseurs les plus connus de la décroissance conviviale et tente, au sein de différents collectifs, de conceptualiser l'après-développement.

Pour Serge Latouche, notre planète déglinguée est en mauvais état et devient de moins en moins vivable pour les humains !

Le concept de croissance est relativement récent et propre à l'Occident, du moins jusqu'ici, et est apparu voilà seulement près de trois siècles avec la révolution industrielle. Image reprise de la biologie évolutionniste, la croissance peut être comparée aux graines que l'on met en terre et qui croissent ; mais les graines croissent et meurent... Or, nous pensons que la croissance économique est quelque chose d'illimité. Et c'est ce côté illimité qui pose problème. Car la croissance, c'est un peu tout et n'importe quoi, y compris la croissance des pollutions, des catastrophes et des maladies.

Pour Serge Latouche, la croissance est un concept pervers car il est inconcevable que dans un monde fini il puisse y avoir une croissance infinie. On a confondu croissance du Produit Intérieur Brut et croissance du bonheur ; c'est une absurdité conceptuelle. Consommer toujours plus n'a pas de sens au-delà d'un certain seuil.

La décroissance, avertit le professeur Latouche, est un slogan provocateur. Ce n'est ni un concept, ni quelque chose de symétrique à la croissance. Il n'y a pas de théorie de la décroissance, c'est tout simplement un slogan qui a été créé pour casser la langue de bois de l'idéologie dominante de la croissance. Si l'on voulait être rigoureux, il faudrait parler d'a-croissance comme on parle d'athéisme. Les problèmes écologiques, sociaux, culturels, etc., que nous connaissons sont engendrés par la « religion de la croissance » et il faut sortir de cette mécanique infernale.

Les valeurs de notre époque reposent sur le « travailler toujours plus », pour gagner toujours plus, pour consommer toujours plus... « *Ce n'est pas la croissance le problème en soi – on ne peut pas être contre la croissance de la qualité de l'air, de l'eau, des espaces verts, de la facilité des transports... - mais le fait que nous vivons dans une société qui a pour seul objectif la croissance pour la croissance.* » La production pour la production, le changement pour le changement, le progrès pour le progrès, sans raison raisonnable, sans objectif civilisateur, sans but humanitaire. En entretenant inlassablement l'assuétude des masses à la drogue de la surconsommation effrénée. Jusqu'où et jusque quand ce règne de l'argent sans morale ? Jusqu'au prochain cataclysme monétaire et financier mondial ou jusqu'au retour de la barbarie ? Une société de la décroissance reposerait sur un changement d'imaginaire, sur un changement de valeurs et de mentalité.

Il faut d'abord procéder à une réévaluation des valeurs qui sous-tendent notre société, notamment les aspects non-quantitatifs, non-marchands de la vie humaine. Il faut ensuite (re)découvrir d'autres formes de richesses que la richesse économique : la richesse relationnelle, le mieux vivre en société, plutôt que de passer son temps à la consommation croissante de gadgets. Il faut enfin restructurer l'appareil productif en fonction d'autres formes de production. Parce que ce qui est essentiel pour la survie de la planète est de réduire ce que les spécialistes appellent « l'empreinte écologique » (qui est la quantité d'espace bio-productif que notre mode de vie consomme).

La planète est « finie » et l'espace bio-productif (l'espace qui nous permet de vivre à travers ce qu'il nous permet de produire) aussi ! Selon Serge Latouche, la division de la superficie de la Terre par la population qui y vit donne aujourd'hui environ 1,8 hectare par habitant. Un mode de vie durable, soutenable, exigerait de n'en consommer que 1,4. Mais il y a évidemment de fortes inégalités : moins de 20 % de la population mondiale consomme 86 % des ressources de la planète. Si le monde entier vivait selon les standards des Occidentaux (4,5 hectares d'espace bio-productif par habitant), il faudrait 3 planètes pour satisfaire les besoins de tous !

Nous sommes en train de consommer en quelques décennies ce que la planète a accumulé en quelques millions d'années. Par exemple le pétrole mais aussi les principaux minerais. Cela ne pourra pas durer éternellement. Nous dépassons la capacité de régénération de la biosphère. Nos prélèvements sont trop forts, il suffit de voir l'exemple des stocks halieutiques, c'est-à-dire la pêche : nous pêchons plus que ce que la nature reproduit. Il est donc urgent de réduire notre empreinte écologique, c'est-à-dire de consommer moins de biens matériels.

« *Je sens venir, préparé par nos soins diligents, une série de catastrophes* » disait, il y a trente ou quarante ans, un des fondateurs de l'écologie. Et un penseur d'ajouter récemment : « *Le monde assiste, fasciné, à la mise en place des conditions de son suicide* » ! Certaines catastrophes portent le nom de Tchernobyl, de vache folle... et l'on doit

craindre l'arrivée d'autres catastrophes dans le domaine de la biogénétique, de l'électronique, du dérèglement climatique...

B. Rapport de la conférence de Serge Latouche du 19 mai 2008

1. Une société de croissance n'est pas soutenable

La disparition, la désespérance ou le pari de la décroissance

J'aime bien commencer mes conférences en évoquant une réflexion d'un des plus grands philosophes de notre temps, Woody Allen. Woody Allen nous dit : « *L'humanité est arrivée aujourd'hui à la croisée de deux chemins. L'un mène à la disparition de l'espèce humaine, l'autre au désespoir total.* » Et il ajoute avec son humour bien connu : « *J'espère que l'homme saura faire le bon choix* » !

Je crois que derrière les sorties de Woody Allen, il faut prendre très au sérieux cette idée que nous sommes arrivés à la croisée des chemins et que l'un des chemins mène à la disparition de notre espèce. Il faut prendre très au sérieux l'idée qui a été développée récemment par un certain nombre de penseurs, en particulier par un collaborateur du commandant Cousteau, Yves Paccalet, qui a écrit un livre qui a eu un certain succès et qui s'intitule *L'humanité va disparaître, bon débarras !* Cette idée a été reprise par un collaborateur du *Monde diplomatique*, un sociologue ami, Denis Duclos, qui dit que l'humanité serait une espèce suicidaire qui travaillerait à sa propre disparition. Il faut prendre cela très au sérieux, parce que nous vivons ce que les spécialistes appellent la sixième extinction des espèces (on en parlait ce matin à la radio parce qu'il y a en ce moment une réunion de l'ONU sur les espèces en voie de disparition). On s'alarme beaucoup : les espèces disparaissent effectivement à une allure accélérée. J'ai dit sixième extinction. La cinquième, pour mémoire, a eu lieu il y a 65 millions d'années et a vu disparaître les dinosaures et les brontosaurus. A la différence des cinq précédentes, cette sixième extinction présente trois différences importantes.

Première différence, elle se déroule à une vitesse au moins mille fois supérieure. Alors que la cinquième extinction s'est déroulée sur des centaines de milliers d'années, la nôtre, la sixième, se déroule sur quelques décennies. En trente ans, nous avons exterminé à peu près la moitié des espèces vivantes sur la planète, pour autant qu'on puisse le savoir puisqu'on ne les a pas recensées. Au moment où je parle, une ou deux espèces sont en train de disparaître, puisque les espèces disparaissent à la vitesse de 50 à 200 par jour. Bien sûr, ce ne sont pas des espèces du genre mammoth ou baleine bleue, ce sont pour la plupart des bactéries dans le sous-sol de la forêt amazonienne. On les voit mal, mais en détruisant les forêts à une vitesse accélérée comme nous le faisons actuelle-

ment, on détruit des milliers et des milliers d'espèces. On détruit la biodiversité qui est la condition de la survie de l'homme.

La deuxième différence, c'est que cette sixième extinction est le résultat de l'activité humaine.

La troisième, c'est que l'homme pourrait bien en être la victime. Il le sera très certainement si nous ne changeons pas de voie, si nous ne prenons pas une autre bifurcation.

L'autre bifurcation que nous propose Woody Allen, le chemin de la désespérance, serait au fond la croissance négative, serait l'idée d'une nécessaire restriction drastique. Et effectivement, il existe dans les hautes sphères du Pentagone, de quelques cercles de puissants de ce monde, des projets d'extermination des neuf dixièmes de l'humanité, pour permettre au dernier dixième survivant de continuer à vivre dans la même société de croissance, dans la même logique systémique. Cela ne serait possible que grâce à des guerres, à des pandémies, à des famines... avec des pouvoirs totalitaires ou des formes d'éco-fascisme ou d'éco-totalitarisme.

Le pari de la décroissance est une troisième voie. C'est le message qu'il est possible et évidemment éminemment souhaitable de sortir d'une société de croissance qui nous mène à la disparition ou à la désespérance et qu'il est possible de construire une société autonome, soutenable, conviviale et sereine.

Donc, il est indispensable de sortir de la société de croissance. Mais ce n'est évidemment pas facile. Pourquoi sortir de la société de croissance ? Parce que la société de croissance n'est ni soutenable, ni souhaitable.

Les trois pousse-au-crime de la société de croissance

Qu'est-ce que la société de croissance ? Je dis bien « société de croissance », je ne dis pas « la croissance ». Parce que bien évidemment, la croissance de la production alimentaire pour les gens qui meurent de faim est une chose éminemment souhaitable. Mais il ne s'agit pas de la croissance avec un c minuscule mais de la croissance avec un grand C, la croissance pour la croissance. Nous vivons dans une société de croissance, une société qui s'est laissé progressivement, depuis entre le 16^e et le 18^e siècle, phagocyter par une économie de croissance.

Qu'est-ce qu'une économie de croissance ? C'est une économie qui n'a pour objectif que la croissance pour la croissance. Il ne s'agit pas de faire croître un produit pour satisfaire les besoins de la population, non, il s'agit de croître sans limite, de croître à l'infini ! Faire croître indéfiniment la production, parce que c'est ce qui permet de faire croître indéfiniment les profits. Et pour faire croître indéfiniment la production, il faut qu'elle soit consommée. Donc, il faut faire croître indéfiniment la consommation. Ce qui entraîne au passage une croissance encore plus forte des déchets qui

deviennent un véritable cauchemar, non seulement à Naples mais sur toute la planète. Car les déchets, c'est aussi la pollution. Nous vivons dans une planète de plus en plus polluée, de plus en plus malsaine. Je crois que le professeur Belpomme vous a expliqué que la montée des cancers était précisément une maladie engendrée par l'homme.

Mais faire croître indéfiniment la consommation semble impossible. L'estomac humain est limité. On ne peut pas, même si l'on devient obèse comme 60 % de nos amis Américains ou comme 30 % des Européens, on n'arrive pas à bouffer sans limite. Alors, pour arriver à faire fonctionner cette société qui a perdu le sens des limites, il y a trois pousse-au-crime que sont : la publicité, l'obsolescence programmée et le crédit.

- La publicité, c'est ce truc qui nous rend malheureux de ce que nous avons pour nous faire consommer ce que nous n'avons pas ! Le job des publicitaires, c'est de nous rendre mal à l'aise dans notre situation, mal dans notre peau, pour qu'on ait toujours envie de consommer plus. C'est l'ingrédient fondamental de la fuite en avant du système. La publicité a trouvé avec la télévision son arme de destruction et de persuasion massive. Pour cette raison, la publicité est le deuxième budget mondial après l'armement. C'est 500 milliards de dollars de dépenses annuelles !

Et permettez-moi de vous dire : 500 milliards de dépenses de pollutions matérielles. Il suffit de penser à tout le papier gaspillé par la publicité. Nous recevons, nous Européens, entre 50 et 200 kilos de papier chaque année dans nos boîtes aux lettres et ce sont 200 kilos de destruction de forêt précieuse pour la survie de la planète. C'est 500 milliards de pollution visuelle, à travers ces panneaux (certains sont très jolis, très séduisants, mais dans l'ensemble...) qui masquent les paysages ; il y en a même autour des églises en restauration. 500 milliards de pollution auditive, à travers les transmissions radiophoniques et télévisées, les films taillés en morceaux avec des spots publicitaires. Il paraît que certains aiment cela. Moi, je ne peux pas le supporter. Et 500 milliards, finalement, de pollution mentale et spirituelle.

En plus, la publicité télévisuelle attaque évidemment aussi les plus faibles, les plus susceptibles d'être contaminés par son virus : les enfants. Très récemment, une statistique européenne montrait que nos enfants passent plus de temps devant les écrans de télévision que dans les salles d'école. Pour les Américains, c'est déjà largement dépassé depuis longtemps, d'autant plus que leur matériel scolaire est sponsorisé par des firmes transnationales qui imposent au sein de l'école des spectacles télévisés de propagande. Une étude récente indique que faire ingurgiter la propagande télévisuelle commence dès l'âge de trois mois !

- Le deuxième pousse-au-crime, c'est l'obsolescence programmée. Il y a des gens, j'espère que vous en êtes, qui mettent sur leur boîte aux lettres « Pas de publicité SVP ». Mais cela ne marche pas : « ils » en mettent quand même. Et puis, de toute façon, il y a les autres formes de publicité.

Mais enfin, il y a des publiphobes, des allergiques à la publicité. Cela ne fait rien, ils n'ont pas le choix, il faudra bien qu'ils consomment. Parce que, quand leurs appareils tombent en panne, que font-ils ? Ils vont chez le vendeur qui leur dit, soit « *Ca, on ne peut plus le réparer ; avant on pouvait mais maintenant on ne peut plus, c'est trop compliqué. Il y a de l'informatique là-dedans, il n'y a personne capable de le réparer. Il faut mettre cela à la poubelle et il faut en acheter un neuf* » ; soit « *Ce serait réparable mais cela va vous coûter beaucoup plus cher que d'en racheter un neuf, et ça tombe bien, on en a des neufs en promo. Ca vient directement de Chine. C'est fabriqué avec des ouvriers qui sont payés au lance-pierre. Ca ne coûte rien du tout* ».

Et c'est ainsi que chaque mois, 800 bateaux partent des Etats-Unis pour aller décharger sauvagement au Nigéria des millions et des millions d'ordinateurs qui contiennent des métaux précieux, des ressources qui vont nous manquer d'ici vingt ou trente ans, et qui au lieu de rendre service à l'humanité, vont polluer les nappes phréatiques et créer des dégâts incommensurables dans les pays africains, qui n'en ont pas vraiment besoin.

L'obsolescence programmée touche tous les appareils. George W. Bush a dit très récemment avec beaucoup de fierté qu'il y a à New York une caserne de pompiers qui a une lampe à carbone qui a fonctionné durant 105 ans ! Nos lampes actuelles, un consortium de producteurs de lampes a décidé qu'elles devaient terminer leur carrière après 1.000 heures de fonctionnement. Elles sont donc programmées pour éclairer durant 1.000 heures. Les soviétiques faisaient des lampes qui duraient 4.000 heures. Il est techniquement possible de faire des lampes avec une durée quasi infinie, puisqu'il y a plus d'un siècle on a fait une lampe qui dure depuis plus de 100 ans. Bush se gargarisait en disant : « *Voyez, la supériorité de la technologie américaine* ». Oui, mais malheureusement, il y a juste une lampe aux Etats-Unis qui en bénéficie à l'heure actuelle.

La publicité combinée à l'obsolescence programmée fait encore plus fort : elle arrive à nous persuader que les appareils doivent être mis à la poubelle même avant de tomber en panne, parce qu'ils sont dépassés par le progrès technique. Il y a un nouveau type de téléphone portable qui a des fonctions formidables ? Donc l'ancien n'a plus de raison d'être, on le fout à la poubelle !

L'obsolescence programmée touche à peu près tout ce que nous consommons. Même ma paire de lunettes en a été victime, bien qu'elle ait résisté vaillamment. Une branche a cédé et je suis descendu en dessous de chez moi, chez l'opticien qui est un vieux monsieur qui travaille à l'ancienne. Il a regardé dans ses tiroirs et m'a dit : « *Je peux vous bricoler quelque chose avec une autre branche* ». Mais la semaine suivante, c'est la deuxième qui a cassé. J'y retourne et lui dis : « *Mais, il y a un truc ?* ». Il me répond : « *Ben oui, elle sont prévues pour durer deux ans* ». L'obsolescence programmée est un ingrédient qui nous force malgré nous

à renouveler constamment nos équipements et matériaux, soit par effet de mode, soit par conviction, soit par nécessité.

● Le troisième ingrédient, c'est le crédit. En cette période de faible croissance, voire de croissance négative, il y a évidemment des gens qui n'ont pas les moyens d'acheter. Ils en auraient envie, il voudrait bien consommer un peu plus, parce que la publicité les a persuadés qu'il fallait consommer ; ils en ont besoin éventuellement parce que leurs appareils tombent en panne, mais ils n'en ont pas les moyens. Qu'à cela ne tienne, les banques qui, comme vous savez sont des services de philanthropie publique, sont prêtes à leur prêter, avec intérêt bien sûr, de quoi acheter. En particulier aux Etats-Unis. Vous avez tous entendu parler de la fameuse crise des subprimes. Qu'est-ce que la crise des subprimes ? Pour inciter les gens à consommer toujours plus, même des gens sans situation, les banques leur font des prêts à des conditions fantastiques, au moins pendant les premières années, en spéculant sur la plus-value. C'est comme les chaînes où chacun intervient, qui s'entretiennent elles-mêmes jusqu'au moment où elles se cassent la figure. Si chacun achète de plus en plus, alors les prix montent et la plus-value sur l'appartement que vous avez acheté à crédit permet de rembourser les crédits que vous avez faits. Malheureusement, il y a un moment où cela s'arrête. Cela s'est arrêté et l'édifice s'est écroulé¹.

Une empreinte écologique trop forte

Avec ces trois pousse-au-crime, on arrive à forcer, à continuer à faire fonctionner ce système de société de croissance. Mais cette société de croissance, nous le savons maintenant parce que nous vivons la sixième extinction des espèces, n'est pas soutenable. Nous en avons des indices tous les jours à travers toutes sortes de catastrophes qui nous arrivent.

Un jour, on apprend que c'est l'effondrement des populations d'abeilles, la moitié du rucher européen à peu près, pour des raisons diverses : les pesticides, les ondes électromagnétiques, on ne sait pas très bien. Les abeilles disparaissent et tous les apiculteurs citent la fameuse phrase d'Einstein : « *Quand les abeilles auront toutes disparu, l'humanité n'en aura plus que pour quatre années maximum à survivre* ». Un autre jour,

¹ « Les subprimes sont des crédits à risque comprenant les prêts hypothécaires, les cartes de crédit, les locations de voitures, accordés aux États-Unis à une clientèle peu solvable, sur la base d'une majoration du taux d'intérêt (« prime » appliquée à un emprunteur dont la solvabilité est « en dessous » d'un certain seuil) censée compenser les risques pris par le prêteur. Les remboursements d'emprunts immobiliers étaient limités au paiement des intérêts (déductibles aux États-Unis), celui du capital étant souvent différé pour s'imputer sur le prix de revente du logement deux ou trois ans après, avec une plus-value tant que les prix de l'immobilier montaient, ce qui était le cas avant 2006. Ces prêts étaient majoritairement accordés à des conditions de taux d'intérêt variables. Le double mouvement de baisse des prix de l'immobilier aux États-Unis (dégonflement de la bulle immobilière) à partir de 2006 et de remontée des taux d'intérêt a conduit au défaut de paiement de nombreux emprunteurs, et donc à la mise en situation de faillite, ou de quasi-faillite, des établissements spécialisés aux États-Unis. D'autant que les prix des habitations sont tombés sous la valeur de garantie. » (Wikipédia).

on apprend qu'il y a des cyclones, des tsunamis et des ouragans un peu partout. Un autre jour, on apprend que ce sont les glaciers qui sont en train de fondre, les calottes polaires qui disparaissent. Un autre jour, ce sont des incendies monstrueux en Californie, en Grèce, en Indonésie... Avec la disparition des orangs-outangs, des inondations, etc. Tous les jours, on a des nouvelles alarmantes. Le dernier rapport du GIEC est beaucoup plus alarmant que les précédents, mais est dépassé par des études plus récentes qui indiquent que c'est encore beaucoup plus grave que ce que l'on pensait.

Ceux qui n'ont pas voulu écouter l'avertissement de Rachel Carson en 1962, quand elle a écrit son très beau livre, *Silent Spring (Printemps silencieux)*, ceux qui n'ont pas écouté le premier rapport du Club de Rome, *Halte à la croissance ?* en 1972, ne peuvent plus, à l'heure actuelle, ne plus savoir. Il y a une telle accumulation de toute sorte. Depuis des informations très médiatisées tel que le dernier film d'Al Gore, *Une vérité qui dérange*, le rapport de Nicolas Hulot, des rapports scientifiques, y compris des rapports d'économistes de la Banque Mondiale comme le rapport de Nicholas Stern au gouvernement britannique, nous ne pouvons plus ne pas savoir que nous allons droit dans le mur ! Si nous ne faisons rien, les estimations les plus solides qui ont été élaborées par le Club de Rome, 30 ans après, à partir d'un modèle systémique, *Limits to Growth. The 30-Year Update*, nous montrent que d'une façon ou d'une autre, entre 2030 et 2070, c'est l'effondrement. Par des famines gigantesques, la disparition de ressources, le changement climatique, etc.

Cette société de croissance n'est pas soutenable et nous en avons un indice tout à fait scientifique et qui est assez popularisé : l'empreinte écologique. Qu'est-ce que l'empreinte écologique ? C'est ce que pèse notre mode de vie sur l'écosystème terrestre. Notre mode de vie se traduit par la consommation d'une certaine superficie d'espace terrestre. Notre planète, comme vous le savez, pour le meilleur et pour le pire, est limitée. Elle représente 51 milliards d'hectares. Ce n'est pas mal mais cela ne suffit pas pour une consommation illimitée. Toutes nos consommations, toutes nos productions, tous nos rejets, se traduisent par la consommation d'une certaine superficie de cette planète. Quand nous mangeons, nous avons besoin de céréales, de viandes, etc., qui consomment de l'espace. Les vêtements sont faits avec des fibres textiles qui proviennent aussi de la terre. Chaque fois que nous brûlons un litre de pétrole dans nos voitures, il faut 5 m² de forêts pendant un an pour recycler le dioxyde de carbone que nous avons émis. Le poids, l'« ecological footprints », c'est-à-dire ce que nous pesons sur la planète, se traduit par une certaine consommation d'espace.

Tous les hectares ne sont pas également bio-productifs. Effectivement, le fond des océans ne permet guère plus que d'y jeter les déchets nucléaires soviétiques, mais à part ça, cela ne produit pas grand chose. Les sommets des très grandes montagnes permettent aux alpinistes d'y jeter leurs cannettes de bière, mais c'est tout. L'espace bio-productif, d'après les experts, par une série de coefficients, serait de 12 milliards d'hectares sur

les 51 milliards. Comme nous sommes 6,5 milliards, cela nous donne un espace bio-productif soutenable de 1,8 hectare. 1,8 hectare c'est la ligne noire sur ce graphique [à l'écran] où vous avez à peu près tous les pays du monde et leur empreinte écologique.

Il faut savoir que d'ores et déjà, l'empreinte écologique, c'est-à-dire le poids du mode de vie de l'homme moyen (l'homme moyen c'est le total de toutes les consommations et de toutes les productions de l'humanité divisées par 6,5 milliards) c'est 2,2 hectares. Cela veut dire que nous dépassons la capacité de régénération de la biosphère d'environ 30 %. Il est facile de comprendre que cela ne peut pas durer indéfiniment. Bien sûr, dépasser de 30 %, ce n'est pas terrible, cela signifie simplement qu'il faudrait se restreindre de 30 %. Cela tombe bien : 30 %, cela représente ce qui est vendu dans les supermarchés et qui va directement à la poubelle sans être consommé ; c'est gaspillé ! Si l'on transformait donc notre gaspillage en gestion plus rationnelle, on arriverait à diminuer de 30 % notre empreinte écologique. Ce n'est donc pas impossible. Même chose pour l'énergie qu'on pourrait réduire de façon encore beaucoup plus importante, en organisant mieux notre façon de vivre.

Comment est-ce possible de dépasser de 30 % ? C'est possible parce que nous faisons comme les enfants prodiges : au lieu de vivre sur le seul revenu, nous consommons le patrimoine dont nous avons hérité. Et c'est ainsi que nous consommons en une année ce que la photosynthèse sur l'ensemble de la planète a mis 100.000 ans à produire. Evidemment, cela ne pourra pas durer indéfiniment. Mais ce qu'il a de plus grave, c'est qu'il s'agit d'une moyenne, mais derrière cette moyenne se cache des différences considérables. Nous, citoyens européens, en moyenne, l'espace bio-productif que nous consommons, c'est 4,5 hectares ! Cela veut dire que si tout le monde vivait comme nous, comme l'a dit le président Chirac à Johannesburg, il faudrait 3 planètes ! Mais nous avons beaucoup de retard si nous voulons rattraper les meilleurs : les Emirats Arabes Unis en tête, qui sont à 10 hectares à peu près, suivis de près par les Etats-Unis d'Amérique, avec 9,6 hectares d'empreinte écologique. C'est-à-dire que si tout le monde vivait comme les Américains moyens, il faudrait 6 planètes !

On a réussi à tenir jusque là grâce à la consommation du patrimoine accumulé pendant des millions d'années sur la planète, mais aussi parce que nous recevons une assistance technique massive de la part des pays du Sud. Contrairement à l'idée défendue par les économistes, ce sont les pays du Sud qui aident massivement les pays du Nord, en acceptant de consommer, pour certains, comme le Burkina Faso, moins d'un dixième d'hectare. Tous les pays d'Afrique sont là [à l'écran]. Le dernier, je pense que c'est l'Afghanistan. En Afghanistan, ils ont d'autres soucis que d'établir des statistiques, donc je ne suis pas sûr que ce soit très significatif. Mais tous les autres que vous avez en dessous de la moyenne, sont des pays du Sud.

C'est ainsi que, si la planète n'était peuplée que d'Australiens, il faudrait en éliminer les neufs dixièmes parce que la terre ne pourrait pas supporter

plus de 600 millions d'Australiens. En revanche, si tout le monde vivait comme les Burkinabés, on pourrait aller jusqu'à 23 milliards d'habitants !

On arrive encore à tenir à l'heure actuelle grâce à l'assistance technique massive des pays du Sud, mais cela ne pourra pas durer. Si nous ne changeons pas de voie, cette logique d'une société de croissance, même avec un taux de croissance très inférieur à celui que le président de la France veut aller chercher avec les dents, un taux de croissance très modeste, qu'aucun homme politique de l'extrême droite à l'extrême gauche n'oserait préconiser dans des discours électoraux : un taux de croissance de 2 %, en 2050, ce ne sont pas 3 planètes, ce ne sont pas 6 planètes qu'il faudra, c'est 30 planètes ! Et là, ce ne sera pas possible, même si les Burkinabés ne mangent que des sauterelles, on ne les trouvera pas.

2. Une société de croissance n'est pas souhaitable

On vivrait mieux si l'on vivait autrement

Cette société de croissance n'est pas soutenable mais elle n'est pas non plus souhaitable. Normalement, si je suivais ma propre propension idéologique, je devrais commencer par ce second point et dire : cette société n'est pas souhaitable et nous devons en changer parce qu'elle n'est pas souhaitable et, accessoirement, parce qu'elle n'est pas soutenable.

Malheureusement, ce message de bon sens, d'espoir que nous nous rendons compte que nous vivons dans une société qui fonctionne mal et qu'il faut en changer, ne suffit pas pour convaincre les gens. C'était le message de mon maître Ivan Illich ; pendant trente ans il a prêché dans le désert. Il nous a dit : « *On vivrait mieux si l'on vivait autrement* », mais il n'a convaincu personne. En revanche, dès que l'on dit : « *Cela ne peut pas durer, on va vers la catastrophe !* », à ce moment-là, les gens commencent à réfléchir. Mais en réalité, l'argument fondamental de la nécessité de construire une société de décroissance, c'est que cette société de croissance, excusez-moi du mot, c'est une société de merde ! C'est une société qui développe à l'infini les inégalités et les injustices, et qui ne rend même pas heureux ceux qui en profitent.

C'est une société qui développe à l'infini les inégalités et les injustices : il suffit de lire chaque année les rapports du Programme des Nations unies sur le Développement, le PNUD, où on apprend que les inégalités sont toujours croissantes entre le Nord et le Sud. On y apprend des choses absolument obscènes, inimaginables : que les 15 plus grandes fortunes de la planète correspondent au Produit Intérieur Brut de tous les pays d'Afrique, 800 millions d'habitants à peu près ! Et cela va encore en s'accroissant. Ces inégalités, on peut les vérifier tous les jours, il suffit de voir la différence entre les salaires des travailleurs et des chômeurs et ceux qui sont au CAC 40 et ceux que s'octroient les PDG qui atteignent des niveaux indécentes, sans parler des stocks options, etc.

Mais en plus, cette société fonctionne sur le stress généralisé. En France, nous sommes les champions de consommation d'antidépresseurs, de Prozac. Qui consomme le Prozac ? Ce ne sont pas les chômeurs, ce sont les cadres, pour pouvoir tenir le stress, etc. Et nos amis Anglais, eux, se shootent à la cocaïne. Le résultat, c'est que nous avons des cadres et des gens qui se suicident de temps en temps. Nous avons eu toute une série de suicides chez Renault, chez Citroën et dans d'autres entreprises. Alors on s'interroge. C'est un problème de société : nous produisons de la dépression de masse et cette société ne rend même pas heureux.

Cette société n'est pas souhaitable et nous en avons des indices relativement scientifiques. Un des grands responsables de la Banque Mondiale, qui a démissionné et qui n'est pas Joseph Stiglitz, c'était bien avant, s'appelle Herman Daly. Herman Daly a calculé ce qu'il appelle le « generic progress indicator », l'indice de progrès authentique ou l'indice de bien-être authentique ou de bien-être vécu. Il s'était bien rendu compte que notre indice fétiche, le Produit Intérieur Brut par tête, englobait à la fois la production marchande, mais aussi les dégâts engendrés par la production marchande, le fait que cette croissance de la production marchande obligeait les gens, pour compenser les problèmes engendrés, en particulier la pollution et pas seulement le stress, à consommer toujours plus de produits de compensation ou de réparation. Réparation : la pollution engendre des maladies pulmonaires, des cancers, etc. Il faut donc accroître la consommation médicale, la consommation de médicaments, etc. Compensation : on est de plus en plus stressés, il faut donc prendre des vacances, dépenser en services à la personne, en services de loisirs, etc. Bien sûr, nous gagnons en moyenne toujours plus, certains beaucoup plus, d'autres un petit peu plus, mais nous sommes obligés de dépenser encore plus. Si bien qu'au final, la satisfaction diminue alors que le Produit Intérieur Brut continue à augmenter !

Nous avons là [à l'écran] le Produit Intérieur Brut, il s'agit des Etats-Unis pour la période 1950-2000. Nous voyons que nous avons ce que les économistes appellent un trend, une tendance de croissance continue. On est en gros dans une croissance de 2 à 3 % par an en moyenne. Cela c'est l'indice calculé par Herman Daly [à l'écran], c'est à dire la même chose mais en soustrayant les dépenses de compensation et de réparation, les dépenses produites par les destructions dans l'environnement et que les ménages doivent engager pour compenser le mal-être engendré par la croissance. On défalque aussi un certains nombre d'autres choses. Il y a une transformation technique un peu complexe quand la croissance transforme des choses qui n'étaient pas comptées hier et qui sont évaluées dans le Produit National aujourd'hui, comme la production domestique, par exemple, ou le fait qu'un service qui était rendu gratuitement précédemment est aujourd'hui transformé en produit marchand. Cela n'augmente pas votre bien-être mais fait croître le Produit Intérieur Brut. Le résultat est que les deux courbes sont à peu près parallèles jusque dans les années '70, puis la deuxième se stabilise et décline, c'est ce qu'on appelle en terme statistique un ciseau, c'est-à-dire que la croissance du Produit Intérieur Brut continue, mais que le bien-être vécu, tel

qu'on peut l'évaluer statistiquement, diminue. On a un effet contre-productif de la croissance².

Ce qui est intéressant c'est que cette observation n'est pas propre aux Etats-Unis ; cela a été calculé pour beaucoup d'autres pays. Je ne sais pas si cela l'a été pour la Belgique ; pour la France, cela ne l'a pas été. Pour les pays du Nord en tout cas, cela a été calculé et cela se vérifie. La chose est encore vérifiée par toute une série d'autres courbes. Ceci est l'indice de santé sociale [à l'écran]. Cela n'introduit pas l'environnement. La première courbe est celle de Produit Intérieur Brut par tête. La deuxième est un indice d'indices, c'est-à-dire que l'on fait la moyenne de dix indices dans lesquels il y a le taux de chômage, la couverture sociale, les allocations familiales, etc., tout le social. On aperçoit à peu près la même chose, le même ciseau, approximativement au même moment dans les années '70. C'est là qu'il semble qu'il y ait un tournant dans les pays occidentaux. La croissance, au lieu de continuer à engendrer une amélioration du bien-être, provoque globalement une détérioration.

Bien d'autres indices encore, les suicides, les dépressions, etc., indiquent que la croissance n'engendre plus globalement de nouvelles satisfactions et qu'elle crée un certain nombre de problèmes, Mais on ne rentrera pas dans les détails ici. Certains collègues, c'est intéressant, essaient d'analyser le bonheur. Le bonheur, cela pose beaucoup de problèmes philosophiques, c'est beaucoup plus difficile. Contentons-nous donc seulement des indices économiques que nous avons du mal-être vécu des populations.

3. Le projet de la décroissance

La société de croissance n'est pas souhaitable et on vivrait mieux, comme disait Illich, si on vivait autrement. Le problème, c'est que nous sommes des toxicodépendants de la société de consommation. Et que, comme les drogués, nous avons tendance à continuer à fréquenter notre dealer plutôt que d'entreprendre une cure de désintoxication.

Il faut sortir de cette société de croissance parce qu'elle n'est pas souhaitable et qu'elle n'est pas soutenable, mais comment ? C'est justement le projet de la décroissance.

Qu'est-ce que la décroissance ? La décroissance, c'est un slogan, c'est même un slogan provocateur. Parce qu'évidemment, préconiser la décroissance pour la décroissance, ce serait vraiment absurde, ce serait vraiment masochiste. C'est absurde, oui, mais ni plus ni moins que de préconiser la croissance pour la croissance. C'est en cela que c'est provocateur. Parce que préconiser la croissance pour la croissance, personne ne se rend compte que c'est absurde. Nous vivons, comme disait Illich, dans l'Absurdistan, dans l'absurdité totale. Notre imaginaire est tellement colonisé par l'idéologie de la croissance que nous ne nous posons

² Ndlr : Cf. notamment le site Internet http://www.rprogress.org/sustainability_indicators/genuine_progress_indicator.htm

même plus de question sur le sens de cette croissance, sur ce qu'il faut faire croître ou ce qu'il faut faire décroître. La décroissance est un slogan provocateur qui a pour objectif de tirer un signal d'alarme pour indiquer la nécessité de rompre avec la logique de la société de croissance.

Si on voulait être totalement rigoureux, il faudrait parler d'acroissance, comme on parle d'athéisme. Et d'ailleurs, il s'agit au fond de quelque chose de très comparable, il s'agit de sortir de la religion de la croissance, de rompre avec la foi dans le progrès, de rompre avec le rituel de l'économie.

Lorsque je faisais mes études dans les années '50, au cœur des trente glorieuses à l'université de Paris, mes professeurs d'économie se gargarisaient des cercles vertueux de la croissance. C'était fantastique. La croissance engendrait des gains de productivité. Ces gains de productivité se répartissaient harmonieusement entre trois parts : une partie allait au patronat, une partie allait à la classe ouvrière et une partie allait à l'Etat. Tout cela permettait de faire fonctionner harmonieusement une société qui consommait toujours plus, qui produisait toujours plus, qui prenait en charge les retraites, la sécurité sociale, les allocations familiales... C'était fantastique. On disait que c'était des gens gagnants-gagnants-gagnants, puisque les patrons gagnaient, les ouvriers gagnaient et l'Etat gagnait aussi. Tout le monde était gagnant. Il y avait tout de même deux perdants, mais on n'en parlait pas : les pays du tiers-monde qui pendant ce temps-là s'enfonçaient de plus en plus dans la déréliction, et la nature. Si aujourd'hui nous avons tant de problèmes avec le dérèglement climatique, ce n'est pas à cause des folies actuelles, c'est à cause des folies de nos parents. Les gaz à effet de serre ont une durée de vie de 50 à 70 ans ; le dérèglement climatique actuel est donc dû aux émissions de dioxyde de carbone des années '60, de l'époque des trente glorieuses. Ces cercles vertueux se sont révélés par la suite des cercles plutôt pervers.

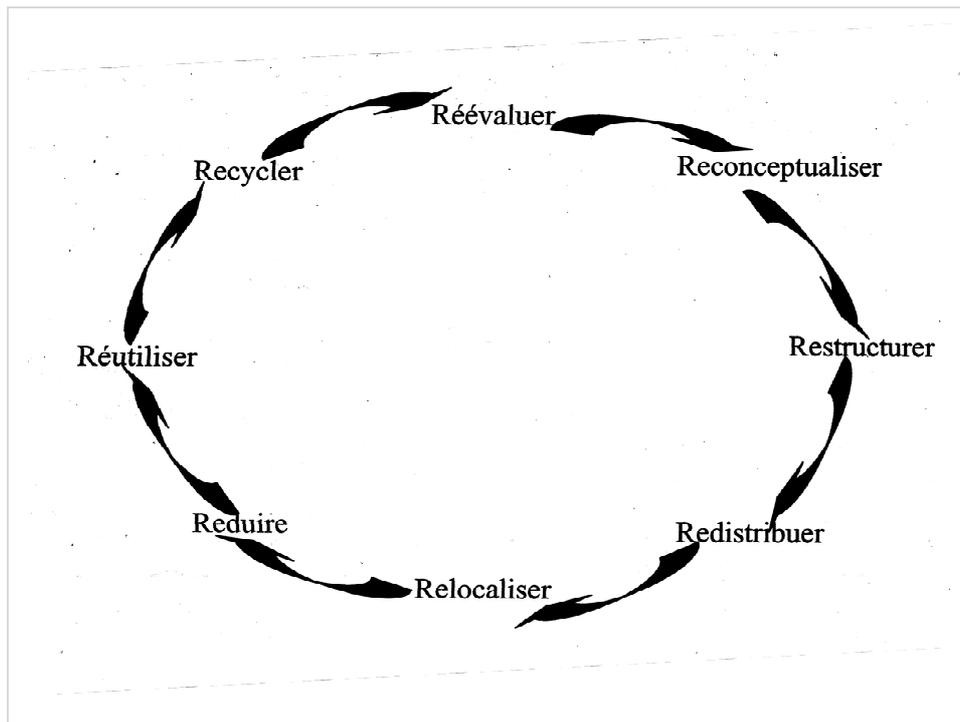
Une société de décroissance n'est évidemment pas une alternative, c'est une matrice d'alternatives : c'est rouvrir l'espace à l'histoire, à l'inventivité humaine, au politique, et sortir de l'hétéronomie de l'impérialisme économique.

On accuse parfois les décroissants d'être réactionnaires, antimodernistes, etc. Je dirais que la décroissance est une critique moderne de la modernité. La modernité avait la prétention de nous émanciper de la transcendance, de la révélation et de la tradition. C'était le projet des Lumières. En réalité, nous avons construit la société peut-être la plus hétéronome de l'histoire, une société soumise à la dictature des marchés financiers, à la dictature de la main invisible du marché et aux lois de la technoscience. On ne peut pas imaginer plus hétéronome. Je préférerais personnellement avoir à faire à un tirant en chair et en os, à un tsar ou à un Louis XIV, un despote ; au moins on peut lui couper la tête, mais couper la tête des marchés financiers est malheureusement bien difficile. Attac s'y est essayé mais s'y est cassé les dents.

Le cercle vertueux des 8 R

Il n'y a pas « un » projet de société de décroissance. Chaque pays, chaque culture, chaque continent, construira sa société de décroissance avec ses propres valeurs. C'est un projet de société autonome et soutenable. Cela donne un certain nombre d'indications.

J'ai pensé les bases nécessaires à toute société de décroissance à travers un cercle vertueux, que j'ai appelé « cercle vertueux des 8 R », puisque chacune de ces actions commence par un R.



La décroissance est un projet politique. Mais les 8 R, la conception de ce projet n'est pas un programme politique. Ce projet politique se décline à deux niveaux : au niveau de la conception et au niveau de la mise en œuvre. Le schéma des 8 R est le schéma d'une conception d'une société de décroissance, ce n'est pas immédiatement un programme politique. C'est à partir de cette conception qui est une sorte d'objectif, de guide, que l'on peut concevoir des programmes politiques, parce que chaque société, chaque groupe humain, peut concevoir à sa façon la manière, les délais, les urgences, pour s'acheminer vers une société de décroissance.

- **Réévaluer.** J'ai mis au sommet, au départ : réévaluer, c'est-à-dire le changement des valeurs. On voit bien que, du point de vue logique dans la conception, tout repose sur le changement des valeurs.

Ce qui fait problème dans la société de croissance, ce sont évidemment les valeurs sur lesquelles elle repose. Ces valeurs, ce ne sont pas les valeurs dans lesquelles nous croyons, nous personnellement, ce sont les valeurs qui dominent, qui sont révélées, par exemple, dans les émissions de télévision. Quelles sont les valeurs qui sont propagées dans le sys-

tème ? C'est gagner toujours plus, éventuellement par tous les moyens, vraisemblablement en écrasant les autres et en détruisant la nature sans limite. On voit bien que ce qu'il faudrait, c'est introduire plus de coopération et d'altruisme et aussi changer radicalement nos rapports avec la nature ; non plus se conduire en prédateur mais vivre en harmonie avec la nature et avec les autres espèces.

● **Reconceptualiser.** Si nous changeons nos valeurs, cela va nous amener à changer nos concepts, à repenser notre réalité à travers d'autres conceptions de la richesse ; par exemple, voir qu'il y a d'autres formes de richesse que la richesse économique. Toute une série d'économistes travaillent déjà là-dessus. *Reconsidérer la richesse*, par exemple, est un beau petit livre de mon ami Patrick Viveret. Mais il faut aussi remettre en question toutes les catégories à l'origine de la vision économique du monde.

La rareté, par exemple, est une création relativement récente des sociétés occidentales, qui a commencé avec l'appropriation des communaux et le phénomène des enclosures en Angleterre à partir du 16^e siècle et qui se poursuit de nos jours avec la privatisation de l'eau et la privatisation du vivant. Pourquoi la bataille sur les OGM est-elle extrêmement importante ? Parce que c'est la privatisation d'un don de la nature par des firmes transnationales pour être revendu aux paysans.

● **Restructurer.** Si on change nos valeurs et nos concepts, on est bien évidemment amené à modifier la façon de produire et à ne plus produire la même chose, à remettre en question les structures de la production. A ce moment vient toujours la question : mais alors, faut-il sortir du capitalisme ? Je dis oui, bien évidemment. Le projet d'une société de décroissance implique de sortir du capitalisme, puisque la logique du capitalisme, c'est cette logique du toujours plus, de la démesure, qui nous amène droit dans le mur.

Cela étant, que veut dire : sortir du capitalisme ? Nous venons de vivre une expérience de soixante-dix ans qui n'a pas été une vraie réussite. Sortir du capitalisme, c'est d'abord sortir de l'esprit du capitalisme et de ce point de vue, « restructurer » rejoint à peu près « réévaluer », c'est-à-dire décoloniser notre imaginaire, sortir de l'économicisation du monde, réenchaîner l'économique dans le social.

● **Redistribuer.** Si nous changeons nos rapports de production et ce que nous produisons, cela entraîne évidemment un changement dans la distribution. On a vu les inégalités monstrueuses, à la fois au niveau économique mais aussi écologique. Cela nous amène à réduire, nous au Nord, notre empreinte écologique, pour permettre aux gens du Sud d'avoir une empreinte écologique un peu supérieure et permettre de vivre mieux.

● **Relocaliser.** L'une des formes de la redistribution et de la restructuration qui découle de tout cela, c'est la relocalisation. La relocalisation est quelque chose d'extrêmement important, parce que le passage de la so-

ciété « avec » croissance à une société « de » croissance, c'est-à-dire le moment où la société a été quasi totalement phagocytée par une économie de croissance, c'est avec la mondialisation.

La mondialisation a été un grand déménagement planétaire, qui a entraîné l'éclatement de l'empreinte écologique mondiale. Il faut savoir que l'empreinte écologique n'a explosé qu'après les années soixante-dix ; auparavant elle était encore soutenable. C'est un déménagement planétaire qui amène à des consommations absurdes. Par conséquent, relocaliser est extrêmement important et c'est aussi un argument politique important parce que tous les gens qui voient leur emploi délocalisé sont sensibles à cet argument que quelque chose ne va pas bien et qu'il faut retrouver une vie locale.

Du point de vue de la décroissance, la relocalisation n'est pas seulement la relocalisation économique, c'est la relocalisation de la vie, tout simplement : de la culture, de la vie politique, c'est retrouver le sens du vivre localement, de l'enracinement territorial. Nous vivons dans une époque où l'on vit de plus en plus virtuellement et où, malheureusement, on se déplace de plus en plus réellement, ce qui est très mauvais pour la planète. Il faudrait réapprendre à vivre réellement là où on est et à se déplacer virtuellement.

● **Réduire.** Réduire, c'est réduire notre empreinte écologique, nos gaspillages, nos consommations et surconsommations, mais c'est surtout réduire notre toxicodépendance au travail, réduire nos horaires de travail. Cela paraît provocateur après qu'on ait eu dans un pays voisin un président qui a été élu avec un slogan « *Travailler plus pour gagner plus* ». La chose scandaleuse, c'est que du point de vue macroéconomique, c'est d'une absurdité et je suis surpris que mes collègues ne se soient pas indignés qu'on ait pu faire une campagne aussi absurde. Parce qu'il est évident que si on travaille plus, on augmente l'offre de travail, mais comme la demande est insuffisante puisqu'il y a déjà du chômage, cela ne peut que créer l'effondrement du prix, et c'est effectivement ce qui se passe : le salaire et le pouvoir d'achat n'augmentent pas, les gens travaillent plus mais ils ne gagnent pas plus, ils gagnent moins !

Du point de vue de la décroissance, travailler moins pour gagner plus, ce ne serait pas absurde, mais ce n'est pas la vraie raison. « *Travailler moins pour travailler tous* », était un slogan dans les années '80. Ce n'est pas absurde non plus, ce n'est pas bête, c'est une des solutions pour résoudre le chômage. Mais du point de vue de la décroissance, le plus important c'est travailler moins pour vivre mieux !

Nous avons perdu le sens de l'art de vivre, nous ne vivons que pour le travail, à tel point que nous sommes devenus des drogués du travail, les Américains en ont même fait un mot : « *workalcoholic* ». On est devenu des alcooliques du travail. Quand on n'a pas de travail, on se sent mal. Dans toutes les sociétés humaines, le travail était une chose nécessaire, mais ce n'était pas la chose valorisée. On divisait la vie éveillée en deux

parties à peu près égales : la vie contemplative et la vie active. Tous les penseurs considéraient que la vie noble c'était la vie contemplative. Dans la vie active il y avait trois parties : le travail, la praxis (ce qui veut dire la vie politique qui, pour les anciens, était la vie normale du citoyen) et la « poïèsis », la transformation de la nature à travers l'artisanat, l'art, la musique, la danse... Une façon donc de se réaliser. Nous avons valorisé exclusivement cette dimension de travail et nous devons retrouver les autres dimensions de la vie.

Si nous sommes amenés à consommer moins de produits matériels, la décroissance nous permettra de consommer plus de joie de vivre et de liens relationnels.

● **Réutiliser** et **Recycler**. Réutiliser va de soi : réutiliser plutôt que de jeter. Réparer ou recycler ce qui ne peut pas l'être.

4. Pour conclure

Ce qui précède est la conception de la société de décroissance. Pour traduire cette conception en programme politique, cela dépend évidemment du contexte et du lieu. Au moment de la campagne électorale française, j'ai proposé dans un programme en neuf points politiques, qui était un programme extrêmement réformiste, des mesures qui consistaient plus ou moins à internaliser les déséconomies externes, c'est-à-dire faire payer aux agents les effets négatifs de leurs actions, ce qu'on appelle le principe « pollueur-payeur ». Ce n'est pas quelque chose de révolutionnaire. Même des économistes néoclassiques orthodoxes, comme Pigou au début du 20^e siècle, considéraient qu'il fallait internaliser les effets externes pour réaliser l'« optimum de Pareto ».

Je dirai pour conclure que j'ai fait un rêve dans lequel je présentais ce programme. Comme dans mon rêve les Français n'étaient pas totalement stupides, ni complètement colonisés dans leur imaginaire par la publicité, j'étais élu, à une très faible majorité, mais j'étais élu et, chose incroyable, je mettais en application le programme pour lequel j'étais élu. Chose éminemment croyable, dans la semaine qui suivait, je fus assassiné.

De cela il ne faut pas conclure que le projet de la société de décroissance est totalement irréaliste. Il faut conclure que ce projet est nécessaire mais que dans les circonstances actuelles, il y a effectivement peu de chances qu'un candidat soit élu pour réaliser ce programme. Mais nous devons faire en sorte que ce qui n'est pas possible aujourd'hui le soit demain ou après-demain, mais nous sommes évidemment engagés dans une course de vitesse entre la destruction de la planète et les moyens de la sauver.

Cela étant, ce qui n'est pas possible au niveau national n'est pas nécessairement impossible à d'autres niveaux. C'est-à-dire que nous pouvons agir au niveau de notre comportement individuel, au niveau du comportement collectif, de la commune ou de la région, et il y a des expériences intéressantes de communes vertueuses, de communes qui s'efforcent de

réduire leur empreinte écologique, de changer la vie, qui s'efforcent d'améliorer les choses à beaucoup d'égards.

La décroissance est un pari. Au fond, même les hommes les plus méchants et les plus mauvais aspirent à un monde meilleur ; tout le monde y aspire. Seulement, il y a les contraintes, les intérêts, etc. L'aspiration à un monde meilleur est importante et c'est pourquoi il faut construire une utopie de la décroissance, comme projet à proposer à nos concitoyens. Mais cela ne suffit pas, parce que nous sommes des toxicodépendants de la croissance. Par conséquent, nous avons besoin, à côté de l'aspiration, d'une impulsion. L'impulsion que j'appelle le coup de pied dans le cul, c'est la contrainte. La contrainte des nécessités, c'est-à-dire la menace des catastrophes, le catastrophisme, la pédagogie des catastrophes, forme du « catastrophisme éclairé » de mon ami Jean-Pierre Dupuy.

Le pari de la décroissance, c'est que l'humanité, attirée par ses aspirations à un idéal et poussé par la contrainte, choisira la voie de la démocratie écologique d'une société conviviale et sereine, plutôt qu'un suicide collectif. C'est un pari, il n'est pas gagné. Mais je vois que vous êtes déjà assez nombreux ce soir et que vous allez m'aider à le réaliser !

C. Débat avec le public

Question. – *Monsieur le professeur, je vais continuer sur votre lancée avec l'utopie que vous assumiez en étant élu président. Vous êtes élu, vous êtes assassiné, mais vous êtes remplacé par quelqu'un d'aussi bien que vous. Encore plus loin, dans le monde entier, la démocratie s'établit. Cependant, si la démocratie s'établissait au niveau du monde entier, ce ne serait plus les Occidentaux qui consomment quatre ou dix planètes qui auraient la majorité, mais des gens qui consomment probablement beaucoup moins de planètes. Ces gens-là, réagissent-ils déjà à la notion de décroissance et certains d'entre eux envisagent-ils peut-être déjà de nous imposer la décroissance ?*

Le message de la décroissance est un message qui s'adresse aux Occidentaux. De façon plus restrictive encore, le terme même de décroissance, qui est difficilement traduisible en allemand et en anglais, s'adresse aux latins.

Chaque société doit appréhender les problèmes à sa façon. Les anglosaxons ont d'autres façons, à travers le « downshifting » ou le « voluntary simplicity », de poser leurs problèmes. Moi, je m'adresse à ma société française et accessoirement belge, espagnole et italienne. Nous avons ce mot « décroissance » qui n'existe que dans les langues latines. Ce n'est pas un mot négatif, ce n'est pas la croissance négative. Dans « décroissance » vous avez « décréue ». Quand un fleuve déborde de son lit et envahit tout, tout le monde aspire à la décréue. Le fleuve de l'économie a détruit tout notre « oikos » planétaire et il est important qu'il retourne dans son lit. La décroissance est une aspiration positive. Cela, c'est notre sensibilité latine.

Il serait totalement absurde d'aller parler en Afrique de décroissance, même si très récemment s'est tenu à Paris un colloque international sur la décroissance, en anglais, ce qui me choquait parce que « décroissance » se dit plutôt en français. C'était donc un colloque sur un néologisme, « de-growth », auquel participaient notamment des Chinois qui ont dit qu'il fallait qu'on aille dire cela aux Chinois ! Moi, je ne vais pas aller dire cela aux Africains, je pense que ce serait indécent.

En revanche, je pense que cette société fondée sur une logique de la démesure, du toujours plus, qui nous mène, nous, droit dans le mur, mène aussi les autres droit dans le mur. Par conséquent, il ne s'agit ni de régresser, ni de croître à l'infini, il s'agit de construire une société autonome.

C'est un message déjà ancien. Depuis trente ou quarante ans, Ivan Illich ou Cornelius Castoriadis préconisaient déjà une société autonome au sens propre du terme « autos-nomos », qui se donne à elle-même ses propres lois, par opposition à l'hétéronomie de la main invisible du marché, de la dictature des marchés financiers, de la technoscience. Une société véritablement démocratique où ce soit le politique, c'est-à-dire nous, qui décide de notre propre avenir, de notre propre futur ; que la société soit ce que nous décidons d'en faire et non pas ce que les marchés financiers ont décidé. Je crois que ce projet a un sens aussi bien pour les Africains que pour les Latino-Américains ou que pour tous les pays du monde. Mais évidemment, il ne s'appellera pas décroissance. « Décroissance » est le slogan porteur pour faire passer le message de la nécessité de se réapproprier notre destin et notre façon de vivre.

Il est intéressant de tenter ce pari de la décroissance. On ne sait pas si on le réalisera à 100, 80 ou 50 %, s'il y aura de grandes catastrophes, mais c'est toujours intéressant qu'il y ait des laboratoires qui, pendant les périodes d'obscurité, continuent à propager l'idée. Un de mes amis italiens a développé l'idée que les éco-villages et les éco-réalisations - ces laboratoires - sont les monastères du 21^e siècle. Ceux qui, à travers les âges de barbarie qui nous menacent, continuent à propager un message de civilisation. Il n'est pas du tout sûr que le pari soit gagné, mais de toute façon il en restera quelque chose.

Il n'est pas exclu que l'avenir de l'humanité ne nous appartienne plus à nous, Occidentaux, et que ce soit d'autres peuples qui en décident. Quand on dit d'autres peuples, on voit de suite se pointer les Chinois, entre autres, les Indiens aussi. L'avenir sera très probablement ce que les Chinois voudront en faire. De ce point de vue (je ne suis pas sinologue), je dirais que les Chinois sont beaucoup plus réceptifs qu'on ne l'imagine à ce message. En tout cas beaucoup plus réceptifs que George W. Bush et cela aussi est pour moi une source d'espoir.

Q. – C'est vrai que le concept de décroissance est intéressant sur le plan écologique, puisqu'il permet à court ou moyen terme de préserver l'ensemble des ressources naturelles et primaires de la planète. Mais au-delà, il y a un concept politique de conscientisation qui à mon sens devrait être perçu par la classe politique de gauche comme de droite, sur le plan

européen global. Lorsque j'entends aujourd'hui les divers acteurs politiques, je suis quelque peu inquiet. La question est simple : comment, dès lors, vous, moi et la société, pouvons-nous influencer la conscientisation politique pour qu'à terme cette politique de décroissance puisse réguler une forme de développement durable, avec une réorganisation économique et sociale ? Le défi étant de conserver un bien-être général alors qu'il faut restructurer l'économie. Cela n'est pas évident.

Vous avez parfaitement raison : c'est très loin d'être évident et plus je fréquente le monde politique, plus je suis désespéré. Désespéré en tout cas de faire passer le message à travers les formes politiques traditionnelles. Néanmoins je suis fondamentalement optimiste. On vit à l'heure actuelle une crise du politique traditionnel ; on le voit bien à travers tous les programmes interchangeables des différents partis, avec ces élections successives en France, en Italie, qui sont assez désespérantes, où des guignols médiatiques sont promus aux plus hautes sphères. Mais on assiste en même temps à des tentatives de reconstruction du politique par la base. Je l'ai vécu en Italie.

Au moment de la campagne électorale, je me suis trouvé dans plusieurs villes italiennes à faire des conférences et j'ai rencontré des gens qui participaient à ce qu'ils appellent des « listes civiques », des listes électorales au niveau local, des gens qui ne sont affiliés à aucun parti, qui font des programmes et qui sont entre autres soutenus par des personnages très médiatiques tels que Beppe Grillo, qui fait ce qu'il appelle de l'« antipolitique ». Je l'ai vérifié aussi parce que, paradoxe, c'est à des niveaux locaux pour des luttes locales, que le message de la décroissance fonctionne très bien.

J'ai participé en particulier à la bataille dans le Val de Susa contre le projet de tunnel de TGV entre Lyon et Turin, où toute la communauté du Val de Susa s'est mobilisée avec succès jusqu'à présent (avec Berlusconi, ce n'est évidemment pas fini, mais le slogan du Val de Susa est « *Sara dura !* », ce sera dur, mais ils sont décidés et déterminés). Et on assiste à une coordination à travers l'Italie mais pas seulement en Italie, de luttes locales et de mobilisations contre une série de grands travaux. Les grands travaux sont l'un des symptômes de la société de croissance. Parce que ces grands travaux faits au nom d'un bien-être abstrait qu'est la croissance du PIB détruisent le bonheur et le bien-être vécu des communautés qui voient leur territoire lacéré par le passage d'une autoroute ou détruit par des projets gigantesques.

Un peu partout ce phénomène est assez nouveau. En Italie, la taille était essentiellement locale et on accusait les gens de défendre leurs petits intérêts privés, vous savez ces fameux slogans « Nimby », « Not in my back yard » : je ne veux pas qu'il y ait un incinérateur dans le fond de mon jardin, mais je n'ai rien contre le fait qu'il soit dans le jardin du voisin. Ils ont compris qu'en fait la réalité nationale était faite d'une somme de locales et à chaque endroit il y avait des projets destructeurs, au nom du développement et de la croissance, et qu'il fallait coordonner ces luttes ; que c'était le même enjeu, que c'était cette même logique, à la fois éco-

nomique et technocratique de la société de croissance qu'il fallait remettre en question. Donc, coordonner. C'est ce qui s'est passé dans la Val de Susa ; c'est une des raisons de la réussite de leur bataille. Les gens de Reggio Calabria qui se battent contre le projet délirant de mega pont sur le détroit de Messine sont venus soutenir la bataille des gens de Trento qui se battent contre des projets d'incinérateur, et réciproquement. Ils ont fait ce qu'ils appellent le « patto mutuo soccorso », le pacte de secours mutuel, pour coordonner les différentes batailles.

Je crois que dans les années qui viennent, il va falloir se mobiliser de plus en plus contre tous les grands projets délirants d'infrastructures. Puisqu'on a déjà chaque jour 8.000 camions qui passent de l'Italie vers la France et que l'on prévoit pour 2020 qu'il y en aura le double ! Il faut donc faire de nouvelles autoroutes, de nouvelles infrastructures. Pourquoi ? Pour transporter de l'eau San Pellegrino de l'Italie vers la Belgique et de l'eau d'Evian de la France vers l'Italie ! C'est une absurdité totale qui détruit la planète. Cela consomme évidemment énormément d'énergie et détruit toute une série de paysages et plusieurs autres choses.

Je crois que c'est une des voies possibles d'une reconstruction par la base du politique, en dehors des partis, sur des luttes concrètes : ce que nous voulons, comment nous voulons vivre localement et décider de notre destin sans qu'on nous l'impose d'en haut !

– Très sévère, par rapport aux partis politiques traditionnels ?

(Silence).

Q. – Ne pourrait-on pas penser à créer une taxe sur chaque produit qui serait calculée proportionnellement à l'empreinte écologique du produit ? Pour l'exemple que vous venez de citer avec l'eau d'Evian vendue en Italie, une taxe serait calculée parce que pour arriver en Italie on a dû dépenser une certaine somme d'énergie. Plus le produit aurait demandé une énergie pour arriver dans nos assiettes, plus la taxe serait élevée. Une seconde piste qui engage une politique mondiale : ne pourrait-on pas imaginer que les ressources naturelles (pétrole, eau, gaz, etc.) qui sont actuellement pour une part dans les mains de privés, puissent un jour être gérées par une organisation telle que l'ONU ? Tant que le pétrole, par exemple, sera géré par les pays producteurs, il est normal qu'ils gèrent leurs intérêts. Mais leurs intérêts sont parfois malheureusement en contradiction avec l'intérêt de la communauté mondiale. Je crois qu'un jour le monde ira probablement mieux si au lieu de nous rabâcher les oreilles avec le PIB on commençait à nous parler de BIB, du bonheur intérieur brut, et que cela soit l'objectif de nos hommes politiques : augmenter le BIB !

Il y a un pays qui a pris comme objectif le bonheur intérieur brut, c'est le Bhoutan. C'est très sympathique. Le bonheur intérieur brut est peut-être un objectif mais cela ne se calcule pas. Mais il est important de dire que ce qui compte dans la vie c'est précisément ce qui ne se compte pas et qu'il faut sortir de cette colonisation de l'imaginaire par l'économie. Cela ne se décide évidemment pas du jour au lendemain, ni ne se fait par une taxe, c'est au contraire tout un processus du travail de l'histoire. On peut

aider malgré tout par différents moyens : par la propagande, par des changements...

L'intérêt du schéma des 8 R, c'est que toutes ces actions sont interdépendantes. A l'heure actuelle, le plus facile est sans doute d'agir sur le local. Il y a des exemples dans mon *Petit traité de décroissance sereine*. J'y parle notamment d'une commune qui s'est engagée depuis vingt-cinq ans dans une politique de décroissance : la commune de Mouans-Sartoux dans la banlieue de Cannes, mais qui n'est justement pas une commune de banlieue.

Quand le maire de Mouans-Sartoux, André Aschieri, est devenu maire il y a vingt-cinq ans, il a pris conscience que pour sa commune, le destin inscrit dans les lois normales de la société de croissance était de devenir une périphérie, une banlieue de Cannes et il s'est aperçu que ce serait la mort d'une vie communale, d'une vraie vie, et que sa localité serait seulement une banlieue dortoir. Il a donc commencé à réagir et à penser une politique pour la refaire vivre. La première chose qu'il a faite, c'est de faire rouvrir la gare qui était fermée, de faire revenir les trains, et à l'heure actuelle il y a dix trains par jour qui passent de Cannes à Mouans-Sartoux. Ensuite, il a racheté des terrains pour éviter la spéculation. Il était prévu, il y a trente ans, qu'y soient construits 30.000 logements de luxe. Il est parvenu à bloquer le processus parce que les maires ont quand même un certain pouvoir. Un maire peut empêcher l'installation d'un supermarché ? Il a empêché l'installation de supermarchés. Il a même soutenu de petits commerces et empêché la disparition des derniers paysans et de leurs terres qui seraient devenues des ensembles immobiliers. Il était prévu qu'il y ait 30.000 logements ; à l'heure actuelle il y a 10.000 habitants ! Je peux vous certifier, d'après ce que j'ai vu, que c'est une commune superbe où il fait relativement bon vivre.

Le maire s'est bien sûr réapproprié l'eau ; ce que font un certain nombre de communes qui gèrent l'eau en régie. Il s'est aussi réapproprié les morts. A Mouans-Sartoux, on peut se faire enterrer gratuitement, ce qui n'est pas évident dans beaucoup d'endroits. Et toutes sortes de choses comme cela : des pistes cyclables, des passages piétonniers (parce que comme partout ailleurs, les mères de famille allaient porter leurs enfants en voiture)... Il a réussi véritablement à changer la qualité de la vie et, chose extraordinaire, il n'a pas été assassiné mais réélu ! Beaucoup de gens devaient sans doute au départ faire la gueule, parce que ce n'était pas forcément des mesures populaires, mais au bout de six ans (les mandats de maire, c'est six ans en France), les gens se sont aperçus que la qualité de vie avait changé et se disaient : « *Finalemnt, on vit mieux* ». Il a été réélu et est devenu très populaire. Il ne faudrait plus qu'il se représente maintenant car il commence à devenir vieux. Mais enfin, cela c'est un autre problème.

Pour ce qui est des moyens techniques, même s'il y a une volonté, le problème est de réunir les conditions requises pour pouvoir mettre en œuvre des projets. Dans les débats politiques, quand on parle d'instaurer la

moindre taxe, immédiatement les lobbies montent au créneau et en Belgique vous êtes bien situés pour savoir à quel point les lobbies sont importants. Je crois qu'il y a 15.000 lobbyistes à Bruxelles, autour du marché commun. Ces gens-là sont très compétents, très actifs et très efficaces. Par conséquent, on s'aperçoit que les moindres mesures, les plus anodines, qui portent atteinte à des intérêts particuliers privés, sont bloquées ou se heurtent à des batailles considérables. Regardez la bataille en France pour les OGM, c'est incroyable, alors que la culture du maïs transgénique en France concerne moins de 1 % des terres cultivées en maïs.

Q. – Je pense que la première chose, et c'est cela pour moi le pari de la décroissance, c'est que cela doit d'abord partir de chacun, d'un changement de mentalité de chacun. Si toutes les personnes de cette salle, en sortant, pensent déjà un peu plus décroissance et à comment agir au quotidien pour consommer plus local, peut-être voir avec les fermiers du coin... Nous, on a créé dans mon quartier un groupe d'achats solidaires et on a un contrat direct avec un fermier ; on passe directement du producteur au consommateur. Je pense que c'est par toute une série d'actions locales comme ça qu'on va pouvoir - en tout cas, je l'espère, c'est mon utopie - mettre des bâtons dans les roues des multinationales qui profitent justement du fait que l'on consomme des produits moins chers qui viennent de Chine. A nous de faire attention et d'être attentifs ; je pense que c'est comme cela que le changement va se réaliser. Il ne faut pas toujours attendre que cela vienne d'en haut, que cela vienne de quelqu'un d'autre. Parce que le système est tellement complexe que si on attend que cela vienne, cela ne viendra jamais. Autant mettre chacun, individuellement, son énergie à changer.

Vous avez tout à fait raison, mais il faut dire qu'il faut agir à tous les niveaux. Le projet de la décroissance redonne vigueur au slogan des écologistes d'il y a quelques années : « *Penser globalement, agir localement* ». Il faut penser globalement, cela est sûr. Agir localement aussi, mais si on peut agir globalement, il faut le faire de même ; il faut le faire à tous les niveaux.

J'ai parlé contre le monde politique mais je suis tout à fait contre les gens, même des amis autour de moi, qui refusent d'aller voter parce qu'ils disent que tout ça, c'est pourri. Non, je pense que le bulletin de vote, il faut s'en servir. Même si on n'a pas beaucoup de chances, cela peut faire passer quelque chose, il ne faut pas le négliger. Tout ce qui peut être fait, il faut le faire.

Je mettrai en garde contre une dérive qui est fréquente dans le milieu et dans le mouvement de la décroissance : une forme d'ascèse individuelle, une sorte de complexe de culpabilité. Non ! Nous avons sous-titré notre journal « *Le journal de la joie de vivre* ». Je crois qu'il faut prendre très au sérieux ce slogan ; la décroissance ne doit pas être quelque chose de triste. Illich parlait de « *l'ivresse joyeuse de la sobriété volontaire* ». Une certaine sobriété, oui, une sobriété dans la surconsommation. Il ne s'agit pas de s'abstenir de boire une bonne chopine, qui est au contraire un des moyens de la joie de vivre, mais c'est une démarche individuelle et collective, parce que seuls on ne peut pas faire grand chose et qu'il est très im-

portant de le faire en groupe. Vous citez un exemple de groupe d'achats solidaires, qu'en France on appelle les AMAP, *Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne*, qui consiste à effectivement s'organiser avec un producteur pour avoir des produits bios.

J'ai assisté récemment à une livraison de paniers fraîcheur, quand les gens venaient les chercher ; c'est en même temps un lieu de rencontres. Ce peut être le point de départ justement de l'établissement d'une liste civique, en se disant que dans ce coin, y en a ras le bol de cette municipalité, qui peut être une municipalité de droite mais même une municipalité socialiste, qui a des projets de bétonisation, de trucs, d'incinérateurs, de machins. Non, on veut des pistes cyclables, des espaces verts, on veut pouvoir vivre dans notre commune comme cela. On va faire une liste d'intérêt civique local. On discute de tous les problèmes. C'est au fond retrouver une vie citoyenne à travers la vie associative. Le point de départ peut être une AMAP, une crèche parentale, toutes sortes de formes d'auto-organisations, ou comme mes amis italiens dans le Veneto qui appellent cela « *bilancio di giustizia* », bilan de justice. Ce sont des familles qui se réunissent autour de la question : « Comment réduire son empreinte écologique et retrouver une empreinte soutenable ? » L'idée étant de dire que si la planète crève, ce n'est pas de notre faute ; nous essayons de vivre de manière correcte et en même temps d'inciter les autres à faire de même. Il ne s'agit donc pas de s'enfermer dans un ghetto, dans une petite oasis qui reste au milieu du désert, mais il s'agit de chercher progressivement à faire reculer le désert. Ce n'est pas évident mais il y a des lieux où cela marche.

Q. – Ne serait-il pas opportun, plutôt que de parler de décroissance, de parler d'alter-croissance, d'une croissance autrement ? En outre, plutôt que d'utiliser le PIB, ne faudrait-il pas mesurer la richesse des pays par un indicateur de développement ou de bien-être social, plutôt que par un indicateur uniquement de richesse produite ? Des petites initiatives locales, oui, mais globalement ne faut-il pas repenser la façon d'évaluer les pays et les entreprises ? Par ailleurs, je partage votre préoccupation envers les politiques qui ont l'air de s'occuper de tout sauf des choses importantes, mais les économistes n'ont-ils pas aussi une grande responsabilité vis-à-vis de tout cela ? Si, à partir des années '70, des choses se sont inversées, si on est sorti d'une société avec intervention de l'Etat pour aller vers une société de plus en plus privatisée, n'y a-t-il pas eu confrontation de modèles économiques ?

Il y a de grands débats là-dessus. Mon sentiment personnel, partagé par un certain nombre de gens, est que le détricotage de la régulation qu'on appelle le « keyneso-fordisme » et qui s'est passé après '70 et l'ère Reagan-Thatcher, n'est pas dû au hasard. Comme n'était pas due au hasard la régulation de l'Etat social. L'Etat social a été le résultat de luttes sociales menées depuis le 19^e siècle contre la logique de l'économie de marché et la logique capitaliste. Les conquêtes ouvrières ont toujours été des conquêtes provisoires ; la classe ouvrière n'a jamais renversé le système capitaliste. Et ces conquêtes ont toujours été des compromis, on parle toujours de compromis keyneso-fordistes. Ces compromis se sont

fondés sur des ambiguïtés. Un homme politique de droite, Christian Blanc, a d'ailleurs écrit un livre très intéressant de ce point de vue : *La croissance ou le chaos*.

Notre société de marché est effectivement condamnée à la croissance. On sait que la croissance détruit la planète, mais on ne peut pas en sortir parce que la croissance, c'est ce qui permet le financement, à la fois des salariés, des profits, des retraites, du social, etc. S'il n'y a pas de croissance, on peut paraphraser la belle formule d'Hannah Arendt : « *Il n'y a rien de pire qu'une société de croissance sans croissance* ». La société des trente glorieuses nous semble avec le recul un temps paradisiaque parce que c'était une société de croissance avec croissance. Seulement, cette société-là nous mène droit dans le mur. Elle ne pouvait pas continuer indéfiniment et aujourd'hui il faut sortir de cette société de croissance. C'est pour cela que l'idée d'alter-croissance est pour moi une idée trompeuse, parce qu'il s'agit de remettre en question la logique fondamentale de l'impérialisme de l'économie. Il faut d'un certain point de vue sortir de l'économique. Retrouver le politique c'est déséconomiser nos esprits, c'est-à-dire ne plus accepter que ce soit les lois de l'économie qui dictent notre comportement, mais que ce soit les citoyens qui décident, pour le meilleur et pour le pire, car les citoyens peuvent se planter, mais au moins s'ils se plantent, ils l'auront choisi, ce ne sera pas la Bourse de New York ou de Tokyo.

Q. – *La croissance continue est un mythe, vous l'avez dit. Ce n'est pas nouveau, cela a été dit il y a quarante ans par René Dumont, c'est dit aujourd'hui par David Cohen, Ricardo Petrella, Albert Jacquard, Nicolas Hulot... On sait tout cela. Un exemple de croissance : il y avait en Belgique, en 1995, 4,2 millions de voitures ; en 2005, 6,2 millions. Une croissance de 4 % nous fait doubler tous les 20 ans. Nous aurons donc en Belgique, dans 20 ans, 12 millions de voitures ! Les Chinois ont le droit aussi d'avoir une voiture par personne : plus d'un milliard de voitures ! C'est de la folie complète. Pourquoi nos dirigeants politiques, qui ne sont quand même pas des imbéciles, n'arrivent-ils pas à comprendre cette chose très simple ? Madame a dit tantôt que les politiciens étaient responsables, mais bien sûr que nous avons une part de responsabilité. Gandhi disait « Devenons le changement de ce que nous voulons voir opérer dans le monde ». Nous avons donc notre part de responsabilité. Je citerai un proverbe indien pour finir : « Le jour où le dernier arbre sera abattu et où le dernier poisson sera mort, l'homme s'apercevra alors que l'argent ne se mange pas ! » Comment faire comprendre à nos politiciens que un plus un égale deux ? C'est la grande question.*

Je crois qu'ils l'ont très bien compris. Seulement, le problème du politicien c'est que son horizon c'est le court terme, c'est être réélu. L'horizon du politicien, c'est entre trois mois et cinq ans maximum. Le drame, c'est que nos politiciens, qui sont souvent intelligents et compétents, n'ont pas de conviction. Leur seule conviction, c'est d'être élu et réélu. On manque de politiciens qui aient de vraies convictions, qui non seulement aient compris cela mais qui soient prêts à risquer leur carrière politique pour défendre ces idées. Ils savent tous qu'on va droit dans le mur.

Q. – Je pose une question d’actualité par rapport à ce qui va se passer demain. On sait qu’il va y avoir une grève, à partir d’aujourd’hui à 22 heures, décidée par les travailleurs de la SNCB, on en perçoit l’effet sur le plan écologique. Voyez les moyens politiques que nous avons pour essayer d’inverser cette grève et éviter toutes les conséquences désastreuses sur le plan écologique que cela va causer. Eh bien, nous sommes tout à fait impuissants pour réagir demain ! Posons-nous la question : que pouvons-nous faire pour faire changer d’avis les dirigeants des trois syndicats ?

Je n’ai rien à dire là-dessus, je ne suis pas partie prenante au conflit.

– Vous n’intervenez pas dans ce genre de conflit ? Comme je vous comprends.

Q. – Voilà plus de dix ans, nous avons choisi d’orienter la production de notre ferme dans l’esprit d’une autolimitation volontaire. Je suis inquiet et je me tracasse parce que dans le système actuel, toute démarche écologique de décroissance est exigeante, contraignante et pénalisante. Elle s’adresse finalement presque à une morale masochiste. Comment faire émerger une réelle démarche écologique de la décroissance dans une société de la démocratie qui est finalement une représentation électorale d’une population d’individus qui manifestement a bien du mal à se faire mal pour le meilleur global ? Notre superbe édifice démocratique de la libre expression de chacun, n’est-il pas finalement en cause dans notre perte ? Nous ne méritons probablement pas l’un des meilleurs régimes politiques du monde qui est le nôtre. Où peut-on finalement trouver l’issue entre une démocratie idéale, mais exercée par une population qui est insuffisamment responsable, et une dictature écologique ?

La société de décroissance, c’est « le cercle vicieux ». Pour pouvoir réaliser cette société, il faudrait que les hommes soient ce que cette société en fera. Le point de départ suppose déjà le point d’arrivée. Nous sommes effectivement une société formellement démocratique, mais ce sont les lobbies qui font les lois et les cerveaux sont manipulés par la télévision qui est la forme la plus massive et la plus perverse de propagande. La réalisation d’une société de décroissance suppose une décolonisation de notre imaginaire, mais qui va décoloniser les colonisateurs ? On se heurte là à un cercle vicieux qu’il faut briser.

Il n’y a pas de solution miracle. Il est possible que le pari soit perdu et qu’il soit impossible de renverser l’ordre des choses. Mais il est possible aussi, et il y a des lieux où cela se passe, de faire bouger collectivement un peu les choses, commencer à changer de façon de penser et de vivre. C’est ce qui se passe avec les expériences des AMAP, c’est ce qui se passe dans des expériences d’éco-villages. Il y a beaucoup de blocages pour dépasser le niveau de micro-expériences. Vous avez en France des groupes, je pense au REPAS, *Réseau d’Echange des Pratiques Alternatives et Solidaires*, qui regroupe un certain nombre d’entreprises où les gens ont décidé de travailler et de vivre autrement. Il est important de créer des liens, des réseaux, de sortir de l’isolement et de s’apercevoir qu’il y a d’autres expériences et qu’il y a beaucoup de gens qui voudraient vivre autrement. Malgré l’impact destructeur de la colonisation de

l'imaginaire par les médias et la publicité, il y a une résistance. Nous sommes des résistants, des francs-tireurs de la société de croissance, et je crois qu'il faut vivre cette résistance.

Je suis né au début de la guerre et j'ai donc bien connu l'après-guerre. J'ai entendu les récits des anciens résistants. Dans ces récits, ce qui frappait, quand ils parlaient de cette époque, c'était qu'ils en parlaient comme d'une époque la plus heureuse de leur vie, alors qu'ils étaient dans la résistance et qu'ils se battaient dans les maquis. Ils avaient des camarades qui tombaient, mais pour eux, cela donnait un sens à leur vie. Même certains prisonniers ont des souvenirs qui leur font dire que c'était fantastique, parce qu'il y avait une chaleur humaine, une solidarité entre camarades, on se battait, on se soutenait, tandis que maintenant, il n'y a plus que l'individualisme. L'homme ne vit pas que de consommation matérielle et de gadgets. Et je crois qu'il y a d'ores et déjà une façon de vivre la décroissance en franc-tireur de la société de consommation, en résistant à la société de croissance, qui donne du sens à sa vie.

Q. – Dans cette optique de rencontre, quels impacts ont les forums sociaux mondiaux ?

Bof ! Les forums sociaux mondiaux, c'est sympathique, ce sont de grandes foires qui permettent de se rencontrer. Je suis allé à Porto Alegre une fois et je suis très content de cette expérience, mais je me suis aperçu que la critique du productivisme, l'anti-productivisme, le message de la décroissance, était marginal. Quant au Forum social européen de Paris, on nous a carrément mis sur une voie de garage. Sur cinquante-sept plénières, Attac était présent et nous tout à fait absents. On a eu un demi-séminaire avec Attac. Ce n'est pas l'endroit où on a pu faire passer nos messages. Je suis assez critique sur les grands shows mondiaux, parce que je pense que c'est déjà assez difficile de changer localement les choses, de se comprendre, d'avoir le même langage. Même le mot décroissance n'est pas traduisible en anglais. Chaque culture doit penser la façon de créer son propre avenir soutenable, avec ses concepts. Il peut bien sûr y avoir des échanges nécessaires, mais faire un grand rassemblement ?... Pas trop souvent, en tout cas. Je suis assez sceptique. Trop de forums tuent les forums.

Q. – A l'échelle opérationnelle à court terme, il existe quand même une opportunité au niveau mondial pour agir de façon probante, dans le prolongement des travaux du GIEC. Je n'étais pas présent lors de la conférence du professeur van Ypersele mais j'imagine qu'il a défendu ici ce qu'il a défendu à la chaire Franqui où il a tenu une série de dix conférences. Au niveau du diagnostic, en matière environnementale, son diagnostic n'est finalement pas très alarmiste. Il semble dire qu'en consacrant 0,8 % du PIB, par an, nous pourrions aboutir à des résultats significatifs. Il y a matière à réflexion parce que le champ de réflexion est quand même très large, mais sur le fond, avec les solutions que le GIEC avance, on s'oriente semble-t-il vers le fameux « trading des droits d'émissions », le commerce du droit d'émettre du CO₂, qui a été conçu par deux économistes que vous connaissez certainement, Dells et Montgomery, mais fondamentalement, le GIEC, en dernière analyse, fait confiance au marché, puisque c'est le mar-

ché des droits d'émissions, avec l'élévation des prix qui devrait en dériver, qui est censé réguler la planète. Fondamentalement, c'est une position qui arrange bien les pouvoirs publics parce qu'ils restent au balcon, les bras croisés, et c'est la fée du marché qui va tout régler. Alors que je pense qu'en termes de responsabilité publique il y a sans doute des alternatives infiniment plus significatives et je me souviens de débats qui ont eu lieu à l'Assemblée nationale française, déjà en 1985, qui allaient infiniment plus loin que les conclusions du GIEC. Pour être opérationnel, je ne vois pas comment nous pourrions aboutir à une solution sérieuse, en matière environnementale à l'échelle mondiale, sans réforme monétaire. Mais là le débat devient très large. J'aurais aimé votre avis sur le sujet.

Le GIEC s'intéresse uniquement à l'évolution du climat. Le rapport du GIEC est très intéressant parce que, dans le dernier rapport, c'est la première fois qu'il dit que le changement climatique est engendré par l'activité humaine est que cela est maintenant universellement reconnu par les savants. Il n'y a que Claude Allègre qui se refuse à le reconnaître, mais il n'est pas un spécialiste du climat. Ensuite, ayant refait leurs calculs, les savants du GIEC disent que si nous ne faisons rien à l'horizon 2050, nous sommes sûr d'avoir déjà une élévation de 2°, mais que nous pourrions aller jusqu'à 6°. A 6°, pratiquement, on peut dire que c'est foutu. Mais cela n'est qu'une toute petite partie des problèmes de l'environnement. Cela ne touche par exemple pas la disparition de la biodiversité ou le problème de la stérilité.

Je ne sais pas si le professeur Belpomme en a parlé, mais l'humanité pourrait tout simplement disparaître parce qu'elle deviendrait une espèce stérile. Vous savez que la stérilité masculine augmente. Si on prolonge les tendances actuelles, c'est la fin de la fécondité humaine en 2060 ! Il y a déjà des villages entiers au Mexique où toute la population est stérile. Probablement, ces phénomènes de développement de la stérilité sont-ils dus à ces particules reprotoxiques cancérigènes qui sont diffusées surtout par les pesticides.

Pour ce qu'on appelle à tort le marché des droits à polluer, ce n'est pas un mécanisme de marché. Le mécanisme du marché, c'est ce à quoi certains libéraux disent qu'il faut faire confiance, que c'est cela qui va tout résoudre. Cela ne résout rien du tout. C'est ce qui fait disparaître les espèces, c'est ce qui nous met dans la situation actuelle. Mais, contrairement à ce que l'on dit parfois, le marché des droits à polluer n'est pas faire confiance aux mécanismes du marché. C'est organiser un système de répartition de la pénurie. C'est-à-dire qu'on décide que les émissions sont à un tel niveau et que pour répartir les droits afin de ne pas dépasser ce niveau, on organise le mécanisme du marché. Ce n'est pas la même chose. C'est une instrumentalisation, par une régulation publique, des mécanismes du marché. Ce n'est pas du tout faire confiance aux mécanismes du marché, c'est tout à fait différent.

On peut discuter si c'est le bon système, s'il vaut mieux une taxation, s'il vaut mieux des normes précises, etc., mais c'est une autre affaire. Personnellement, je ne suis pas fondamentalement hostile au fait que, pour

une période de transition, on détermine des émissions acceptables et que la répartition de ces émissions se fasse à travers un mécanisme d'échange pour introduire de la souplesse dans les engrenages.

L'effort à faire est minimum, selon le GIEC, dites-vous. Mais tout le monde en est bien d'accord. Le rapport de Nicholas Stern au gouvernement britannique aussi le dit. C'est le rapport d'un économiste de la Banque Mondiale et un économiste ne connaît qu'une chose : les calculs et l'analyse coût/bénéfice. Et Stern dit, c'est une démonstration mathématique implacable, que si nous ne faisons rien, cela nous coûtera très, très cher (cela va même nous coûter beaucoup plus cher qu'il ne le pense, car ce ne sera pas seulement des milliards de dollars que cela nous coûtera, c'est la survie de l'humanité !), alors que si nous entreprenions des choses, cela ne nous coûterait pas tellement cher.

Dans le projet de la société de la décroissance, quand les journalistes nous disent : « *Mais vous voulez nous ramener à l'âge de la pierre, à l'époque de la bougie* », c'est un contre-sens absolu. Une chose est absolument indispensable : c'est retrouver une empreinte écologique soutenable. Si notre système n'est pas soutenable, il est condamné. Nous devons donc réduire notre empreinte écologique. Si nous voulons un système relativement démocratique et juste, pourquoi un Américain aurait-il le droit d'avoir une empreinte écologique dix à vingt fois supérieure à celle d'un Burkinabé ? Nous devons essayer d'avoir une empreinte moyenne, à peu près égale : réduire celle des surconsommateurs, accroître celle des autres. Si l'on demandait à un expert qu'est-ce que cela implique que revenir à une empreinte écologique soutenable, il dirait : « *Il faut que vous réduisiez votre consommation de 75 %* ». Vous direz : « *Mais c'est impossible, cela ! 75 %, mais c'est impossible. 30 % peut-être, mais 75 % c'est réduire des deux tiers... !* »

Il faut savoir que l'empreinte écologique de nos pays a dépassé l'empreinte soutenable seulement dans les années 60-70. Ce n'était pas l'âge de pierre. On a fait mai 68, métro-boulot-dodo, en accusant la société de consommation de perdre sens. Il s'agit de retrouver une empreinte égale à celle des années 60-70 mais dans un autre type d'organisation. On peut produire d'autres choses. Il y a des niches énormes de gaspillage. J'ai parlé de la publicité, mais il y en a bien d'autres. Donc, produire autre chose et produire autrement, ce n'est pas une réduction féroce, surtout qu'on confond souvent (de ce point de vue un certain zèle écologique est plutôt contre-productif), l'empreinte écologique individuelle avec la logique de l'empreinte écologique globale.

Lors du Forum social européen, il y avait une ONG qui distribuait un prospectus « *Calcule ton empreinte écologique individuelle* ». J'ai pris le prospectus, je l'ai photocopié, je l'ai distribué à mes étudiants, à mes enfants et à mes petits-enfants. Et puis un beau jour je me suis dit, tiens, je vais faire le calcul, moi aussi. Cela se présente comme ceci : vous partez de 8.000. Alimentation : vous achetez des produits préparés et emballés ? Paf, vous avez une pénalité de 2.000 ! A chaque repas, vous avez beau-

coup de pertes ? Moins 2.000. Vous êtes gros mangeur (c'est mon cas) ? Moins 2.000. Vous achetez des produits locaux au marché (c'est aussi mon cas) ? Plus 2.000. Vous achetez au supermarché (jamais) ? Plus 2.000. Vous êtes végétarien (non) ? Moins 2.000. Tout des trucs comme cela. On fait son calcul. Et on dépasse tous l'empreinte écologique soutenable. Puis je réfléchis et je me dis que l'empreinte écologique du Français c'est 4, 5, 6 ou 7 hectares, donc trois fois l'empreinte écologique soutenable. Mais jusque dans les années '70 on était encore dans une empreinte soutenable. Je me dis, mais dans les années 60, moi j'étais déjà adulte, je mangeais, je m'habillais, je circulais. Est-ce que je mange, circule, m'habille, trois fois plus ? Non. Pratiquement, je consomme la même chose. Je dirais même que maintenant je mange plus végétarien qu'avant, donc moins de viande.

Qu'est-ce qui a changé ? Ce qui a changé (et c'est pour cela qu'il ne faut pas culpabiliser trop les gens, ce n'est pas notre consommation individuelle qui a changé), c'est ce que nous consommons qui n'est plus produit de la même façon. Encore dans les années '60, la viande qu'on mangeait, c'était une viande qui était produite avec des vaches qui mangeaient de l'herbe dans les prés. Maintenant, elles mangent des tourteaux de soja. Le soja, comment est-il fait ? On brûle la forêt amazonienne, on plante du soja (ce qui empêche les paysans amazoniens de manger du haricot rouge), on transporte le soja sur 10.000 kilomètres, on le mélange avec des farines animales et on rend les vaches folles ! On a complètement changé de logique. Dans les années '60, quand on prenait un yaourt, c'était un yaourt qui était fait avec le lait de la ferme d'à côté. Ma mère faisait des yaourts à la maison. Si on voulait un yaourt à la fraise, on mettait une fraise dedans, une fraise du jardin. Maintenant, on a calculé que le petit yogourt qu'on trouve sur le supermarché de Stuttgart, incorporait 9.000 km de transport ! Cela n'a plus rien à voir. Dans les années '60, le complet que je porte, aurait été fait à Lille-Roubaix-Tourcoing, à quelques kilomètres. Maintenant, il incorpore 30.000 km de transport ; entre les fibres qui viennent d'un endroit, la confection qui est faite dans un autre, cela fait le tour de la planète avant d'arriver sur votre dos.

La mondialisation a été un système de surconsommation intermédiaire, c'est-à-dire que ce n'est pas ce qui arrive finalement dans notre estomac qui a augmenté, c'est toute la chaîne pour arriver jusque là. Bien sûr, qu'on consomme peut-être un peu trop, mais c'est surtout le système qui consomme, et c'est cela qu'il faut attaquer. Mais en attaquant cela, vous vous attaquez à toute une logique systémique. Il ne suffira pas seulement de restreindre sa consommation.

5. Bibliographie

● *Le pari de la décroissance*

Serge Latouche, Fayard, 2006, 302 pages, € 19.

Le terme « décroissance » sonne comme un défi ou une provocation, même si nous savons bien qu'une croissance infinie est incompatible avec

une planète finie. L'objet de cet ouvrage est de montrer que si un changement radical est une nécessité absolue, le choix volontaire d'une société de décroissance est un pari qui vaut la peine d'être tenté pour éviter un recul brutal et dramatique. Il s'agit donc d'une proposition nécessaire pour rouvrir l'espace de l'inventivité et de la créativité de l'imaginaire bloqué par le totalitarisme économiciste et développementiste. Bien évidemment, elle ne vise pas au renversement caricatural qui consisterait à prôner la décroissance pour la décroissance. Celle-ci n'est envisageable que dans une « société de décroissance », c'est-à-dire dans le cadre d'un système reposant sur une autre logique. Reste le plus difficile : comment construire une société soutenable, y compris au Sud ? Il faut en expliciter les diverses étapes : changer de valeurs et de concepts, changer de structures, relocaliser l'économie et la vie, revoir nos modes d'usage des produits, répondre au défi spécifique des pays du Sud. Enfin, il faut assurer la transition de notre société de croissance à la société de décroissance par les mesures appropriées. La décroissance est un enjeu politique. (<http://www.blog.adminet.fr>).

● **Petit traité de la décroissance sereine**

Serge Latouche, Editions Mille et une nuits, 2007, 172 pages, € 3,50.

Le dernier opuscule écrit par « l'objecteur de croissance » Serge Latouche traite de la décroissance sereine. « *La décroissance n'est pas la croissance négative, dit l'auteur. Il conviendrait de parler d'acroissance, comme on parle d'athéisme. C'est d'ailleurs très précisément de l'abandon d'une foi ou d'une religion (celle de l'économie, du progrès et du développement) qu'il s'agit.* »

Où allons-nous ? Droit dans le mur si nous ne faisons rien ! « *S'il est admis que la poursuite indéfinie de la croissance est incompatible avec une planète finie, poursuit Serge Latouche, les conséquences (produire moins et consommer moins) sont encore loin d'être acceptées. Mais si nous ne changeons pas de trajectoire, la catastrophe écologique et humaine nous guette. Il est encore temps d'imaginer, sereinement, un système reposant sur une autre logique : une société de décroissance.* »

Le prix particulièrement attrayant de ce petit livret qui intègre les développements nouveaux de la réflexion sur l'enjeu majeur pour l'humanité qu'est la décroissance, devrait inciter plus d'un à se le procurer. Certains estiment à quelques petits pour-cent seulement les électeurs qui voteraient pour la révolution de la décroissance ! Peut-être ont-ils raison, mais le nombre ne prouve ni la vérité ni l'erreur. La majorité de nos semblables ne sont-ils pas accros à l'addiction aux drogues de la surconsommation, de la compétition débridée, de la croissance folle du capital financier ? Et ne sont-ce pas là précisément les causes névralgiques majeures de nos impasses actuelles ?

● **La décroissance**

Le journal de la joie de vivre, le mensuel des objecteurs de croissance !

Facile à lire, pour le grand public. « *Journal de combat, qui veut faire progresser une cause encore minoritaire, 'La Décroissance' fait désormais partie du paysage médiatique national et contribue, par son indépendance, à la vitalité du débat démocratique sur l'avenir de la planète.* » Voir le site Internet : <http://www.ladecroissance.net>

● ***Entropia, Revue théorique et politique de la décroissance***

Déjà quatre numéros : *Décroissance et politique, Décroissance et travail, Décroissance et technique, Décroissance et utopie.* Editions Parangon.

Entropia s'inscrit dans la longue tradition de la revue d'idées et d'engagement, lieu d'expression privilégié d'une pensée collective naissante et qui s'élabore au fil du temps. Une pensée sur la crête des interrogations fondamentales de notre époque, pour l'amplification de la prise de conscience d'une situation de la condition humaine sans précédent, pour l'enrichissement de l'imaginaire théorique, poétique et politique de l'après-développement. Une revue d'idées particulièrement riche, mais il faut accrocher sa ceinture : c'est pour approfondir vraiment ! Voir sur : <http://www.editions-parangon.com>

● Nous conseillons enfin l'extrait d'une interview vidéo de Serge Latouche sur la décroissance que l'on trouve sur le site Internet : http://www.dailymotion.com/related/2504210/video/x38z6c_la-decroissance-par-serge-latouche_news